



# Assemblée générale

Distr. générale  
11 juillet 2001  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-sixième session

Points 112 et 125 de la liste préliminaire\*

### Activités opérationnelles de développement

#### Promotion de la femme

## Activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

### Note du Secrétaire général\*\*

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport sur les activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, établi en application de la résolution 39/125 de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1984.

---

\* A/56/50.

\*\* Le présent document est présenté tardivement car il a fallu obtenir les avals voulus.

## Rapport du Secrétaire général sur les activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme en 2000

1. Le présent rapport fait le point du programme et des activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) pour l'année 2000. Le Fonds et ses partenaires ont eu, en participant à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale organisée à New York en juin 2000 en vue d'évaluer les progrès réalisés depuis la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995, une occasion unique de faire le bilan des progrès accomplis sur la voie de l'égalité entre les sexes. À l'appui du processus d'examen, le Fonds a publié un nouveau rapport biennal intitulé : « Progress of the World's Women 2000 ».

2. En novembre 2000, lors de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, le Président de l'Assemblée a désigné un nouveau Comité consultatif d'UNIFEM, devant être présidé par la Jamaïque. Les autres membres du Comité sont la Croatie (représentant la région de l'Europe centrale et de l'Est et la Communauté d'États indépendants), la Namibie (représentant l'Afrique), le Kazakhstan (représentant la région de l'Asie et du Pacifique) et les Pays-Bas (représentant l'Europe).

3. En 2000, les activités d'UNIFEM relatives à la paix ont donné un nouvel élan aux efforts déployés par le Fonds pour que la question des femmes, de la paix et de la sécurité soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Le Fonds a apporté un soutien actif au Gouvernement namibien, lorsque la Namibie assurait la présidence du Conseil, afin de l'aider à préparer un débat public sur cette question, qui a été précédé par un exposé des organisations non gouvernementales présenté au titre de la formule Arria et a débouché sur l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité. Le Comité consultatif d'UNIFEM a noté que la contribution du Fonds à ce débat avait permis de prouver que ce dernier était en mesure de lier son expérience pratique au domaine normatif et de fournir des orientations concrètes pour la formulation de politiques. Prenant acte de la résolution 54/136 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci demande au Fonds de persévérer dans ses activités, le Comité a encouragé le Fonds à participer activement au suivi de l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.

4. En octobre 2000, conformément à la recommandation du Comité consultatif d'UNIFEM et avec l'assentiment donné par le Conseil d'administration du PNUD/FNUAP, dans sa décision 2000/7, UNIFEM et le PNUD ont signé un accord permettant au Fonds d'exécuter, pour le compte du PNUD, des projets et programmes dans les domaines où il a un avantage comparatif. Cet accord ouvre la voie à de nouvelles formes de coopération et encourage les efforts qui continuent d'être déployés en vue de renforcer la synergie entre les deux organismes et de clarifier encore leur relation. Il fait fond sur l'expérience acquise par UNIFEM dans l'exécution de projets pour le compte d'autres organismes des Nations Unies, dont le FNUAP. À la lumière de ce nouvel accord et des changements importants qu'a connus UNIFEM au cours des cinq dernières années, notamment le fait que sa base de ressources a été multipliée par deux, son évolution vers une gestion axée sur des résultats et l'adoption par l'Assemblée générale de résolutions lui demandant de renforcer son rôle dans des domaines d'activité prioritaires, le Fonds a procédé, en 2000, à un réexamen de ses structures et de ses systèmes de manière à pouvoir continuer à mener des programmes de qualité. En 2001, UNIFEM s'attachera à donner suite aux conclusions tirées dans le but de rationaliser encore davantage ses services opérationnels et d'en accroître l'efficacité.

### I. Programme

#### A. Aperçu

5. UNIFEM demeure guidé par le mandat que lui a confié l'Assemblée générale en 1984 dans sa résolution 39/125 :

a) Soutenir les activités novatrices et expérimentales en faveur des femmes, conformément aux priorités nationales et régionales;

b) Servir de catalyseur dans le but de faire participer les femmes aux principales activités de développement;

c) Jouer un rôle novateur et catalyseur dans le système de coopération des Nations Unies pour le développement.

6. Conformément au paragraphe 335 du Programme d'action de Beijing, les programmes d'UNIFEM mettent l'accent sur le renforcement du pouvoir politique et économique des femmes et sur les activités de plaidoyer en faveur de l'égalité entre les sexes et de la démarginalisation des femmes en facilitant la concertation sur l'action à mener au niveau multilatéral. UNIFEM s'emploie à suivre de près l'application du Programme d'action de Beijing, en apportant un soutien technique à l'échelon national par le biais du système des coordonnateurs résidents.

7. Tout au long de 2000, UNIFEM a participé activement aux activités préparatoires entreprises aux niveaux mondial, national et régional en vue de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée : « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » (Beijing +5). Le document établi à l'issue de cette session sert de document de référence concernant les nouveaux domaines d'intérêt tels que la violence fondée sur le sexe, la propagation du VIH/sida, la mondialisation de l'économie et les nouvelles techniques d'information et de communication pour le programme de travail actuel et futur d'UNIFEM.

8. Le programme d'UNIFEM s'appuie sur un cadre d'autonomisation fondé sur la promotion des droits, des possibilités et des capacités des femmes. Dans ce cadre, UNIFEM axe ses efforts sur trois domaines d'intérêt immédiat : renforcement des capacités économiques des femmes au niveau de l'entreprise et de la production, notamment dans le contexte du nouveau système commercial et des nouvelles technologies; mise en place d'autorités facilitant la participation des femmes à la prise de décisions ayant des incidences sur leur vie; promotion des droits de la femme en vue d'éliminer toutes les formes de violence à leur égard et de faire du développement un processus plus harmonieux, plus équitable et plus durable.

9. UNIFEM met en oeuvre ce cadre d'autonomisation au moyen de cinq stratégies essentielles fondées sur les avantages comparatifs du Fonds : renforcer les capacités et l'encadrement des organisations et réseaux de femmes; encourager les divers agents de développement à accorder un appui politique et financier aux femmes; établir de nouvelles synergies et des partenariats efficaces entre les organisations de femmes, les gouvernements, le système des Nations Unies et le secteur privé; exécuter des projets pilotes et des projets témoins visant à mettre à l'essai de nouvel-

les méthodes de renforcement du pouvoir d'action des femmes; et établir une base de connaissances opérationnelles favorisant l'intégration des femmes dans le développement.

10. UNIFEM est une organisation axée sur l'apprentissage et le plaidoyer, qui encourage l'établissement de réseaux et de liens contribuant à l'autonomisation des femmes, à la réforme des politiques et à un développement soucieux d'équité entre les sexes. Le Fonds s'emploie à consolider les réseaux et organisations féminines de manière à ce que les femmes elles-mêmes puissent négocier l'adoption de politiques nouvelles et plus favorables avec leur gouvernement et les organisations internationales.

## **B. Renforcement de la sécurité économique des femmes et de leurs droits en la matière**

11. La libéralisation des échanges commerciaux et les progrès constants enregistrés dans le domaine des techniques de l'information et de la communication modifient rapidement les règles en vigueur sur le marché international. De nouvelles possibilités économiques s'offrent aux femmes des pays développés et en développement, qui doivent également faire face à de nouveaux problèmes dus en partie à la concurrence étrangère, à l'endettement national, à la délocalisation des emplois et à l'érosion des droits des travailleurs. Dans cet environnement complexe, UNIFEM s'est attaché à faire en sorte que davantage de femmes participent au processus de la mondialisation en appuyant des programmes novateurs qui mettent en relief les risques, les droits et les perspectives existant dans le domaine commercial aux niveaux régional et mondial.

12. Les efforts déployés par UNIFEM en 2000 pour protéger la sécurité économique des femmes et leurs droits en la matière ont porté sur les principaux domaines d'action décrits ci-après.

### **1. Renforcement du pouvoir de négociation des femmes afin de leur permettre d'avoir accès à des moyens de subsistance durables**

13. Donner aux femmes les moyens d'accéder aux marchés et d'influer sur ces marchés est un aspect essentiel du programme d'UNIFEM qui vise à renforcer le pouvoir économique des femmes. Le Fonds contribue à donner aux femmes la possibilité de perfection-

ner leurs compétences techniques et commerciales, d'améliorer leurs techniques de négociation, d'accéder plus facilement aux nouvelles technologies et d'influencer ces dernières, de créer des réseaux et des associations d'entreprises, et de recenser de nouveaux débouchés commerciaux. L'expérience acquise grâce à des initiatives menées à titre expérimental permet aux organismes plus importants et aux principales institutions d'améliorer leurs politiques et leurs pratiques.

14. Compte tenu du fait qu'il est essentiel de porter à la connaissance des femmes les changements qui se sont produits sur le marché si l'on veut qu'elles tirent parti des nouvelles possibilités offertes, UNIFEM appuie la réalisation d'études de marché qui recensent les débouchés existants dans les différents sous-secteurs. Des analyses de situation financées par le Fonds ont été réalisées pour le secteur du tourisme en Jordanie, les entreprises de textile tissé sur des métiers manuels en République démocratique populaire lao, la production de masi aux Fidji et l'industrie de la gomme de karaya en Inde. Les conclusions de ces analyses serviront dans un premier temps à recenser les services et biens que les femmes peuvent fournir en vue de s'assurer une place de premier plan sur le marché. Au Burkina Faso, les femmes des zones rurales qui cultivent et produisent le précieux beurre de karité, bien connu pour ses qualités émollientes, établissent également des liens directs et concurrentiels avec les marchés mondiaux. Au cours de ces deux dernières années, le partenariat entre UNIFEM et la société française de produits de soins de beauté L'Occitane a permis à des centaines de femmes de doubler leur revenu tout en améliorant leurs techniques de vente et de négociation, ainsi que leurs qualifications professionnelles.

15. Les technologies de l'information et de la communication sont en passe de devenir des instruments essentiels d'accès aux marchés, et UNIFEM renforce l'appui qu'il apporte aux femmes pour leur permettre d'accéder plus facilement à ces nouveaux outils commerciaux. En Équateur, en Albanie, en Roumanie, au Népal et aux Philippines, un projet mené conjointement par UNIFEM et le Réseau de développement/Système de promotion de l'information et de technologie (DEVNET/TIPS), basé en Italie, a permis à des femmes se trouvant à la tête de petites et moyennes entreprises d'améliorer leurs compétences en matière de techniques de l'information, notamment pour ce qui est du commerce électronique. Six cent cinquante femmes et 60 associations de femmes ont ainsi pu bénéficier

d'un programme de formation que l'on envisage actuellement de reprendre au Zimbabwe et en Chine.

16. UNIFEM appuie les efforts qui sont actuellement déployés en vue de créer des mécanismes efficaces de gestion et de création d'entreprises à l'intention des ONG. La contribution apportée par le Fonds à l'appui de la restructuration de l'organisation nicaraguayenne Cenzontle a débouché sur l'adoption d'un nouveau plan stratégique d'organisation pour la période allant jusqu'à 2004. Ce plan préconise la création d'une Fondation de promotion de la femme (FODEM), institution financière autonome qui s'inscrit dans le prolongement des précédents programmes de crédit. Le soutien apporté par UNIFEM a permis de renforcer les capacités institutionnelles et les activités de création de réseaux de Cenzontle, ainsi que de consolider l'implantation de petites entreprises appartenant à des femmes, qui connaissent une forte croissance et devraient s'avérer viables à long terme.

## **2. Promotion d'une réforme des textes législatifs et réglementaires visant à assurer l'égalité des hommes et des femmes en matière de propriété et d'accès aux ressources économiques et aux biens**

17. En menant des projets pilotes, établissant des données ventilées par sexe et suivant de près l'évolution de la situation, UNIFEM détermine quelles sont les mesures législatives, politiques et réglementaires de nature à faciliter l'accès, sur le plan juridique et pratique, des femmes à des moyens de subsistance durables, ou à y faire obstacle. L'année 2000 a notamment fourni à cet égard un certain nombre d'occasions d'articuler solidement l'élaboration des politiques au niveau intergouvernemental et la prise en compte des principaux enjeux intéressant les femmes du monde entier.

18. En mars 2000, la Commission des droits de l'homme a adopté une résolution sur l'égalité des hommes et des femmes en matière de propriété, d'accès et de contrôle fonciers et s'agissant du droit à posséder des biens et à un logement convenable. Cette résolution, dont le texte avait été présenté par le Comité chargé du droit au logement et des expulsions – subventionné par UNIFEM –, a marqué une étape décisive dans la reconnaissance des dimensions sexospécifiques des droits économiques, sociaux et culturels, en mettant en évidence les relations entre le droit

des femmes de posséder des terres et des biens et leur droit d'avoir un logement et d'hériter.

19. UNIFEM a travaillé en étroite coopération avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), déployant des efforts considérables pour institutionnaliser la compilation de statistiques sexospécifiques dans les pays de l'Asie et du Pacifique. Des données ventilées par sexe sont aujourd'hui régulièrement publiées sous forme de plaquettes par les offices nationaux de statistique de l'Inde, de l'Indonésie et des Philippines. Ces plaquettes, qui en sont déjà à leur troisième impression, sont largement utilisées par les politologues, les décideurs, les responsables de programmes de développement et les chercheurs spécialisés dans le développement.

20. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a élaboré un Projet pour des statistiques sexospécifiques en vue de renforcer les capacités nationales en matière de production et d'utilisation de telles statistiques et de multiplier les activités prenant en compte la parité hommes-femmes. L'un des résultats du Projet en 2000 a été la publication d'une série de rapports statistiques, *Man/Woman: A Statistical Portrait*, qui a mis en lumière certaines disparités entre les sexes dans les indicateurs de développement humain. Ces rapports ont été diffusés dans 13 pays arabes. Le projet a contribué à sensibiliser les statisticiens aux besoins spécifiques des femmes et à l'intérêt des données ventilées par sexe, des enquêtes bien conçues et des recensements.

### **3. Prise en compte dans les cadres macroéconomiques des sexospécificités et renforcement de la capacité des pays de gérer la mondialisation et la transition économique en tenant compte des besoins des femmes pauvres**

21. UNIFEM s'attache tout particulièrement à analyser les régimes commerciaux et à identifier des stratégies permettant de conclure des accords commerciaux susceptibles d'élargir les perspectives économiques s'offrant aux femmes. En 2000, les activités de plaidoyer d'UNIFEM ont aidé à établir des mécanismes consultatifs sur la parité hommes-femmes et à associer des représentantes de groupes féminins aux négociations commerciales.

22. Dans le cadre de ses activités visant à faire participer les femmes aux débats sur les enjeux commer-

ciaux et financiers, UNIFEM, en collaboration avec la Caribbean Association for Feminist Research and Action (CAFRA), a élaboré l'an passé à l'usage des fonctionnaires gouvernementaux et des parties à des négociations régionales des dossiers d'information portant sur l'impact des accords commerciaux sur les femmes. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, UNIFEM a continué de prendre part et d'apporter son appui aux réunions annuelles du Women Leaders' Network (WLN) du groupe de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Les travaux menés au cours des réunions tenues ces dernières années ont notamment débouché sur l'adoption par les dirigeants de l'APEC, lors de la réunion qui a eu lieu en 1999 en Nouvelle-Zélande, d'un cadre d'intégration des femmes à l'APEC. Ce cadre, élaboré par un groupe de travail de l'APEC, a été mis en place en 2000 et devrait faciliter la prise en compte systématique des sexospécificités dans l'ensemble des réunions et programmes de l'APEC.

23. C'est sur les institutions économiques régionales qu'ont principalement porté les efforts d'UNIFEM et l'appui du Fonds en ce qui concerne l'élaboration de cadres macroéconomiques tenant compte des sexospécificités. Le Bureau des questions féminines, créé au sein de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et soutenu par UNIFEM, a entrepris d'intégrer cette démarche dans les processus d'élaboration de politiques et de planification de l'Autorité. Lors du huitième Sommet des chefs d'État (Soudan, novembre 2000), une résolution relative à l'intégration d'une perspective sexospécifique dans l'ensemble des politiques et programmes de l'Autorité a été incorporée au texte officiel de la Déclaration de Khartoum.

24. Dans le cône Sud de l'Amérique latine, les activités menées par UNIFEM dans le cadre du Traité sur le Marché commun du Sud (Mercosur) ont continué d'être fructueuses. Une série de consultations a consolidé les liens existant entre, notamment, un certain nombre de mécanismes nationaux de promotion de la femme, de spécialistes de ces questions et de collectivités locales et permis la prise en compte des problèmes des femmes qui travaillent dans la Charte sociale du Mercosur.

## C. Gouvernance, paix et sécurité

25. En 2000, les efforts d'UNIFEM pour promouvoir l'accès des femmes à des postes de responsabilité en matière de gouvernance ont porté sur trois domaines clefs : la paix et la sécurité – aide aux femmes vivant dans des situations de conflit et promotion de leur participation au processus de paix; l'équité entre les sexes – renforcement de la prise en compte des sexospécificités dans les processus électoraux, constitutionnels, juridiques et judiciaires; et la gestion de l'économie – intégration dans les politiques économiques d'une analyse des problèmes propres à chaque sexe et établissement de liens entre ces politiques et la création, la répartition et l'utilisation des ressources publiques.

### 1. Aide aux femmes vivant dans des situations de conflit et promotion de leur participation aux processus de paix

26. L'appui qu'UNIFEM apporte à la consolidation de la paix est un aspect central de ses activités dans le domaine de la gouvernance, et le Fonds a accordé en 2000 un rang de priorité élevé aux initiatives en faveur de la paix et de la sécurité. UNIFEM a soutenu la participation des femmes aux processus de rétablissement de la paix et de reconstruction au Burundi et en Somalie, assuré la prise en compte des sexospécificités dans les activités visant à protéger et aider les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur d'un territoire, et prêté son concours aux initiatives prises en faveur de l'équité entre les sexes dans le cadre de la consolidation de la paix à l'issue du conflit au Timor oriental. Le Fonds met à profit son expérience opérationnelle dans les pays en proie à un conflit ou se relevant d'un conflit pour influencer sur l'élaboration des politiques au sein de diverses instances régionales et mondiales, y compris le Conseil de sécurité.

27. Après s'être employé depuis 1993 à restaurer la paix en Somalie, UNIFEM a remporté une victoire majeure en 2000 lorsque les femmes somaliennes ont conquis le droit de négocier avec les chefs militaires et les autres acteurs politiques, et obtenu 27 sièges au Parlement. Une fois rétabli, le Gouvernement a adopté un agenda pour les femmes qui dispose notamment que les femmes seront représentées sur un pied d'égalité avec les hommes au sein du Gouvernement.

28. Dans le cadre d'un projet conjoint palestino-israélien parrainé par le Ministère néerlandais des af-

fares étrangères, la Directrice exécutive d'UNIFEM s'est rendue à Jérusalem en juin 2000 à la tête d'une délégation internationale. Cette mission, dont l'objet était de faciliter le dialogue entre Palestiniennes et Israéliennes s'efforçant activement d'intégrer la prise en compte des sexospécificités dans le processus de paix au Moyen-Orient, a débouché sur l'adoption d'un agenda des femmes pour la paix, adopté par les deux parties.

29. Faciliter le dialogue et l'échange de données d'expérience entre régions est l'une des principales stratégies mises en oeuvre pour consolider la paix. En 2000, UNIFEM a, dans le cadre des négociations pour la paix au Burundi, fait fond sur l'expérience acquise par les femmes qui s'étaient employées à influencer sur le processus de reconstruction au Guatemala et en Ouganda.

30. Au Burundi, les femmes ont vu leur participation au processus de paix renforcée lorsque la Fondation Mwalimu Nyerere, sous les auspices de laquelle se sont déroulées les négociations pour la paix, a invité UNIFEM à expliquer aux parties aux négociations et à l'équipe de modérateurs quels étaient les problèmes spécifiques des femmes qu'il convenait de prendre en compte dans l'accord de paix. Avec le concours du Département des affaires politiques, du Département de l'information et du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat de l'ONU, UNIFEM a convoqué la première conférence de paix des femmes du Burundi associant toutes les parties, au cours de laquelle plus de 50 Burundaises ont présenté leur vision commune de la paix et de la réconciliation. Par une décision historique, 23 des recommandations qu'elles avaient adressées au médiateur du processus de paix, l'ancien Président de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela, ont été incorporées dans le texte final de l'accord de paix, faisant de ce texte l'un de ceux qui reconnaissent avec le plus de force l'importance des droits des femmes et la chance que ces dernières représentent pour la démocratie, la gouvernance, la paix, la sécurité et la reconstruction.

### 2. Renforcement de la prise en compte des sexospécificités dans les processus électoraux, constitutionnels, juridiques et judiciaires

31. S'appuyant sur les principes opératoires énoncés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, UNIFEM

s'efforce de renforcer la prise en compte des sexospécificités dans les mécanismes électoraux, constitutionnels, juridiques et judiciaires, tout en améliorant la capacité des femmes de participer, au niveau national, à la mise en oeuvre de ces mécanismes.

32. Associer les femmes à la vie politique, en tant que candidates et en tant qu'électrices, demeure une importante priorité des programmes d'UNIFEM dans le monde. L'an dernier, UNIFEM a soutenu dans ce cadre la présentation de candidates à des charges publiques aux Fidji, dans l'ex-Yougoslavie, en Macédoine, au Kosovo, en Équateur, dans la région du Pacifique et au Brésil. Des activités de formation menées avec le concours d'UNIFEM en Inde, au Mexique, en Argentine, au Brésil, au Pérou et au Guatemala ont permis de sensibiliser aux problèmes spécifiques des femmes le personnel de divers organes judiciaires et services chargés de faire respecter l'ordre. Les efforts tout particuliers dont ces pays ont fait l'objet ont abouti à l'élaboration de législations attentives à la parité hommes-femmes, y compris de projets de loi tendant à corriger les disparités et à assurer l'égalité.

33. Dans le cadre de son action pour renforcer les capacités de l'East Timor Women's Network (ETWN) au Timor oriental, UNIFEM encourage les femmes à jouer un rôle de premier plan dans la consolidation de la paix et l'équité entre les sexes, en privilégiant les mesures qui visent à accroître leur participation aux élections qu'il est prévu d'organiser en août 2001 et au début de 2002.

### **3. Promotion de l'accès aux responsabilités des femmes parlementaires et des organisations féminines**

34. Tout au long de l'année 2000, UNIFEM s'est employé à renforcer les liens entre mécanismes de promotion de la femme, femmes parlementaires et organisations féminines de la société civile. Activités de formation, échanges régionaux et appui à la construction d'une base électorale ont permis de créer une synergie entre ces trois secteurs sur des enjeux divers, allant de l'élaboration de plans de développement nationaux à la décentralisation. Au Chili, en Argentine, au Brésil, au Mexique, au Rwanda, en Afrique de l'Est et en Afrique australe, UNIFEM a soutenu des programmes de renforcement des capacités et de sensibilisation des responsables publics, y compris les parlementaires, les forces de police et les magistrats. UNIFEM a également prêté son concours en vue du renforcement des

capacités d'organisations de femmes au Mexique, à Gaza, au Liban, en République démocratique populaire lao, au Nicaragua, en Érythrée, en Angola et au Mozambique.

35. La Conférence des femmes parlementaires, organisée l'an dernier à Bangkok avec le concours d'UNIFEM, a réuni 65 femmes parlementaires de la région de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Cette conférence, où il a été débattu de la mondialisation et des conflits armés dans un cadre conceptuel mettant en relief l'action transformatrice des femmes pour ce qui est de la conduite et de la bonne gestion des affaires publiques, a permis de définir toute une série d'initiatives décisives susceptibles de promouvoir la participation des femmes au plus haut niveau et de créer un réseau officiel de femmes parlementaires des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

36. S'assurant le concours de l'UNICEF et du FNUAP, UNIFEM a appuyé des initiatives visant à faire en sorte que les recensements effectués en Asie du Sud tiennent davantage compte des sexospécificités et soient plus intelligibles pour les citoyens. En Inde et au Népal, UNIFEM a soutenu l'organisation d'ateliers à l'intention des médias et d'activités de formation conçues de façon à sensibiliser les enquêteurs chargés de collecter des données pour le recensement de 2001. Ces projets ont attiré l'attention des responsables du budget national sur les activités et les besoins particuliers des femmes, lesquelles sont désormais associées de manière plus équitable à la planification du développement et à la répartition des ressources.

### **4. Appui à une analyse par sexe des budgets nationaux aux fins d'une transparence accrue**

37. UNIFEM a fait une plus large place aux questions économiques dans ses activités au cours de l'année écoulée. Il a lancé en Afrique australe, en Inde, au Chili, dans la région andine, au Nicaragua, au Mexique, à Fidji et au Brésil des initiatives dans le cadre desquelles divers groupes examinent comment les gouvernements allouent des ressources aux femmes. De même, en s'appuyant sur les résultats d'activités pilotes qu'il a menées en Afrique australe, le Fonds élargit son assistance technique aux pays désireux de procéder à une analyse par sexe de leurs budgets nationaux pour mieux remplir les engagements qu'ils ont pris envers les femmes dans le cadre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des récen-

tes conférences mondiales des Nations Unies. Par ailleurs, en coopération avec le Secrétariat du Commonwealth et le Centre de recherche pour le développement international comme partenaires principaux, grâce à des fonds d'amorçage versés par la Belgique et l'Italie et en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Conseil nordique des ministres, le Fonds lance actuellement une initiative à l'échelle mondiale visant à aider les pays à mieux prendre en compte les dimensions sexuelles dans leur budget national.

#### **D. Promotion des droits fondamentaux des femmes et élimination de la violence à leur égard**

38. UNIFEM aide les femmes à comprendre et à défendre leurs droits fondamentaux au moyen d'initiatives et de programmes novateurs visant les quatre objectifs suivants : éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles par des stratégies de prévention, de protection et de plaidoyer; renforcer l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; mieux faire comprendre aux gouvernements, aux défenseurs des droits des femmes et aux partenaires de l'ONU les liens entre les droits de l'homme, les problèmes sexospécifiques et le VIH/sida, de manière qu'ils puissent lutter plus vigoureusement contre la pandémie; et promouvoir l'intégration de perspectives sexospécifiques dans les travaux des mécanismes et organismes s'occupant des droits de l'homme.

##### **1. Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles à l'aide de stratégies de prévention, de protection et de plaidoyer**

39. UNIFEM s'emploie à éliminer la violence à l'égard des femmes en appuyant des stratégies de sensibilisation, de renforcement des capacités, d'information et de plaidoyer aux niveaux local, national, régional et mondial. En 2000, son Fonds d'affectation spéciale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes – le seul organe de l'ONU qui octroie des subventions à cette fin dans le monde entier – a continué à soutenir les initiatives visant à mettre fin à la violence sexiste, notamment au moyen d'activités de diffusion du savoir. Le montant total des demandes de subventions qui lui ont été adressées au

cours de cette même année a atteint un chiffre record, dépassant 12 millions de dollars.

40. Depuis sa création en 1997, le Fonds d'affectation spéciale a accordé plus de 4 millions de dollars à 105 projets exécutés dans 65 pays. Au cours de l'année écoulée, il a financé 17 nouveaux projets poursuivant divers objectifs, dont un projet visant à faire connaître les lois sur la violence familiale au public et à sensibiliser les autorités de police à ce sujet en République-Unie de Tanzanie, un projet visant à résoudre le problème des meurtres commis au nom de l'honneur en Jordanie, un projet visant à renforcer les structures locales de manière à mieux protéger les femmes contre la traite et la violence familiale en République de Moldova et un projet concernant la formation de juristes spécialisés dans les droits de l'homme aux questions relatives à la violence domestique au Pérou.

41. UNIFEM a non seulement mobilisé un appui accru en faveur du Fonds d'affectation spéciale, mais aussi consolidé ses partenariats afin d'accélérer les réformes d'orientation politiques et juridiques. L'année dernière, l'action qu'il a menée en collaboration avec le Gouvernement indonésien a permis d'élaborer un plan d'action pour éliminer la violence à l'égard des femmes en Indonésie.

42. Modifier les politiques gouvernementales et les comportements concernant la violence à l'égard des femmes exige des activités de sensibilisation du public de grande envergure. L'appui apporté par UNIFEM aux campagnes d'information, aux projets multimédias, aux publications et aux conférences nationales favorise l'évolution des comportements et l'introduction de changements durables. Ainsi, au Kenya, c'est grâce aux pressions médiatiques soutenues exercées par certaines ONG et UNIFEM, que le premier projet de loi contre la violence familiale a pu être déposé au Parlement. En Asie du Sud, certaines initiatives ont permis une mobilisation régionale sans précédent contre la traite des femmes en soulevant cette question lors d'une réunion ministérielle régionale tenue en septembre 2000. Dans la région andine, des campagnes destinées à faire cesser la violence à l'égard des femmes ont permis de faire comprendre les ramifications de ce phénomène, notamment les violations légales des droits fondamentaux des femmes, aux femmes autochtones et aux agricultrices et d'y sensibiliser les juristes et les responsables de l'administration de la justice. Elles ont aussi contribué à élaborer des lois visant à protéger les fem-



mes dans la région andine et à renforcer les textes existants, et, en Bolivie et au Venezuela, à promouvoir l'élaboration de lois destinées à réprimer la violence sexiste.

## **2. Renforcement de l'application effective de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**

43. L'importance accordée par UNIFEM à la programmation fondée sur les droits des femmes l'a amené à resserrer ses liens de collaboration avec les gouvernements, les magistrats, les journalistes et les associations féminines. Outre qu'il s'emploie à renforcer l'application de la Convention au niveau national, le Fonds intègre ses dispositions dans les autres domaines de programmation, notamment la prise en compte des problèmes sexospécifiques dans les budgets nationaux et dans la lutte contre le VIH/sida.

44. En 2000, les efforts déployés par UNIFEM en vue d'aider les ONG et les gouvernements à invoquer la Convention pour instaurer l'égalité entre les sexes ont porté leurs fruits. Ainsi, au Mexique, un atelier national organisé à l'intention de législateurs a permis de modifier le code civil et abouti à la signature du Protocole facultatif se rapportant à la Convention. Au Malawi, les représentants gouvernementaux qui ont participé à un atelier sur la Convention se sont engagés à revoir certaines lois nationales. En Inde, en République de Moldova, en Ouzbékistan et au Kazakhstan, UNIFEM a rassemblé, dans le cadre d'échanges sans précédent, des représentants des pouvoirs publics, des défenseurs des droits des femmes et des membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, en vue d'accélérer la mise en oeuvre et le suivi des plans d'application de la Convention.

45. En janvier 2000, UNIFEM et le Comité d'action international pour les droits de la femme Asie/Pacifique ont tenu leur quatrième atelier annuel de formation à la Convention, qui était destiné à des défenseurs des droits des femmes dont le pays rendait compte au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à ses sessions de janvier et juin 2000, de son application de la Convention. À ce jour, plus de 70 défenseurs des droits des femmes de plus de 32 pays ont participé à cet atelier, qui leur a permis de mieux comprendre la Convention, les méthodes de travail du Comité et les moyens d'intégrer la Convention dans leurs activités. En 2000, le Fonds a

organisé un atelier sur les droits fondamentaux des femmes dans le sud du Soudan et fait traduire la Convention en somali. Les participants à l'atelier ont profité de l'occasion que représentait cette formation pour informer le Comité de la condition et des préoccupations des femmes de leur pays.

## **3. Mieux faire comprendre aux gouvernements, aux défenseurs des droits des femmes et aux partenaires de l'ONU les liens existant entre les droits fondamentaux, les problèmes sexospécifiques et le VIH/sida**

46. Conformément à une approche fondée sur les droits fondamentaux, UNIFEM appuie diverses stratégies tendant à accorder une place centrale aux intérêts et contributions des femmes dans les stratégies et programmes de lutte contre le VIH/sida. Il lance des initiatives novatrices au niveau local, fournit des conseils sur les mesures à prendre au niveau national et s'associe aux efforts qui sont faits pour défendre les droits des femmes lors de l'élaboration des politiques de lutte contre la pandémie au niveau mondial.

47. Comme le VIH/sida affecte les moyens d'action et les droits des femmes, UNIFEM intensifie ses efforts pour mobiliser un appui accru à ces dernières en créant de nouveaux partenariats entre les gouvernements, la société civile, les associations féminines et le secteur privé, ce qui lui a permis de renforcer ses partenariats avec ONUSIDA, le FNUAP et d'autres entités des Nations Unies. Les projets pilotes que le Fonds exécute dans six pays sur le thème « Tenir compte des problèmes sexospécifiques dans la lutte contre l'épidémie de VIH/sida » ont été étendus en 2000 à quatre nouveaux pays (Chine, Kenya, Nigéria et Swaziland) grâce, en partie, à des fonds versés par la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation et par ONUSIDA.

48. UNIFEM aide les organisations féminines et les ONG qui luttent contre le VIH/sida à développer leurs activités pour faire comprendre les dimensions sexospécifiques de l'épidémie. L'adoption de politiques conditionnant la viabilité des efforts entrepris à l'échelon local, le Fonds aide aussi les décideurs à élaborer les plans et stratégies et mettre au point les mécanismes requis pour appliquer la Convention. À Harare, il a réuni des représentants d'ONG, d'organisations gouvernementales et d'organismes des Nations Unies pour analyser chaque article de la Convention pour mention éventuelle dans les affaires portant sur des actes de discrimination contre les fem-

mes séropositives. Établis avec l'aide du représentant de la République-Unie de Tanzanie qui siège au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, les résultats de ce travail permettront au Comité de renforcer sa détermination en ce qui concerne la lutte contre le VIH/sida.

49. Les ONG féminines, les comités nationaux de lutte contre le sida, les médias et les organismes des Nations Unies doivent comprendre les dimensions sexospécifiques de l'épidémie et les problèmes qu'elle pose concernant les droits fondamentaux des femmes. C'est pourquoi UNIFEM a élaboré des matériaux pédagogiques, tels qu'un manuel de formation sur le VIH/sida, les sexospécificités et les droits humains. Publié en anglais, en espagnol et en français, cet ouvrage a été adapté pour pouvoir être utilisé à des fins d'enseignement dans une université au Mexique.

#### **4. Promotion de la parité hommes-femmes dans les principaux mécanismes et organismes s'occupant des droits de l'homme**

50. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, UNIFEM a établi, à la demande du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, un document de travail mettant en lumière les problèmes les plus préoccupants pour les femmes. Au Chili, le Gouvernement s'est appuyé sur ce document pour définir sa position en tant que gouvernement hôte de la prochaine réunion préparatoire à la Conférence pour la région de l'Amérique latine. Le document a également servi de base de travail lors d'une réunion d'experts que la Division de la promotion de la femme, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et UNIFEM ont organisée en Croatie et lors des préparatifs de la session que la Commission de la condition de la femme a tenue en mars 2001.

## **II. Inciter à une action plus vigoureuse en faveur des femmes dans le système des Nations Unies**

51. Les efforts déployés par UNIFEM en 2000 pour jouer le rôle novateur et catalyseur qui est le sien en matière d'égalité entre les sexes l'ont amené à conclure de nouveaux accords, à renforcer les mécanismes de coordination, à accroître les effectifs sur le terrain et

lui ont permis d'obtenir des résultats concrets. Grâce à l'accent qui a été mis dans le système sur une amélioration de la coordination interorganisations, le Fonds a pu également inciter les organismes des Nations Unies à prêter plus d'attention aux problèmes sexospécifiques et à collaborer davantage avec lui.

52. Les préparatifs de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (Beijing+5) ont fourni aux organismes des Nations Unies une excellente occasion de réfléchir ensemble aux problèmes concernant les femmes. UNIFEM a participé activement à un grand nombre des manifestations et projets communs organisés à cette occasion.

### **A. Nouveaux accords**

53. La conclusion de mémorandums d'accord et d'accords concrets avec les autres entités des Nations Unies permet de renforcer sa collaboration sur les questions liées aux sexospécificités. En avril 2000, le Conseil d'administration du PNUD/FNUAP a approuvé un accord aux termes duquel UNIFEM peut exécuter les projets du PNUD susceptibles de bénéficier de ses connaissances et de son expérience dans certains domaines. À ce titre, le PNUD lui a déjà demandé d'exécuter des projets en Somalie, en Inde et dans trois autres pays.

54. En 2000, UNIFEM a également conclu avec l'Union internationale des télécommunications et le PNUD un mémorandum d'accord visant à renforcer les efforts que font ces organismes pour combler la fracture numérique entre les sexes. Les organisations ont fait des exposés communs sur les femmes et les technologies de l'information et de la communication lors de la session extraordinaire (Beijing+5) et étudient actuellement la possibilité de mener des activités conjointes en Asie du Sud-Est.

55. Le FNUAP collabore avec le Fonds dans de nombreuses initiatives nationales et mondiales. Sa collaboration aux fins de l'établissement du rapport intitulé *Progress of the World's Women 2000* et de l'exécution de projets pilotes mondiaux sur les femmes et le VIH/sida a été très utile.

## **B. Intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les mécanismes de coordination des Nations Unies**

56. Près de quatre ans se sont écoulés depuis que le Secrétaire général a demandé aux organismes des Nations Unies de mieux coordonner leur action sur le terrain et établir de nouveaux mécanismes à cette fin. Viennent au premier rang les bilans communs de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui permettent aux organismes des Nations Unies d'intervenir au niveau national en se fondant sur une large base de connaissances et un cadre de planification. UNIFEM utilise ses compétences pour aider à leur élaboration et à leur évaluation et, conformément au rôle catalyseur qui est le sien dans les équipes de pays des Nations Unies, encourage la réalisation de résultats concrets en matière d'égalité entre les sexes et de défense des droits des femmes.

57. En 2000, l'ONU a lancé une initiative de formation destinée à aider les équipes de pays des Nations Unies à dresser des bilans communs de pays et à élaborer des plans-cadres pour l'aide au développement. Soucieuse d'accroître son efficacité dans les domaines concernant les femmes, l'Organisation a formé à l'animation de groupes de travail trois conseillers d'UNIFEM originaires du Guatemala, du Maroc et du Rwanda, qui offrent leurs services pour des ateliers organisés d'une durée allant jusqu'à quatre semaines par an dans différentes régions. UNIFEM, qui avait plaidé en faveur de l'intervention de ces derniers, a pu contribuer à la révision du programme de formation.

58. S'il est crucial d'intervenir sur le terrain, il importe également d'agir au niveau mondial dans le cadre des bilans communs de pays et des plans-cadres pour l'aide au développement. Le Fonds préside une équipe de travail chargée d'intégrer les sexospécificités dans les bilans et les plans-cadres, qui a été créée dans le cadre des préparatifs de la Réunion interorganisations sur les femmes et l'égalité entre les sexes, à laquelle participeront le FNUAP, l'UNICEF, la Division de la promotion de la femme, le Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, le Bureau du Groupe des Nations Unies pour le développement et le PNUD. En 2000, UNIFEM a également mené à bien les travaux qui lui avaient été confiés en tant que Président de l'équipe de travail de la Réunion interorganisations chargée de définir les

pratiques à suivre pour exécuter le Programme d'action de Beijing et, en collaboration avec l'UNICEF, le FNUAP, le PNUD et Habitat, mis en place une base de données électronique sur les bonnes pratiques, qui contient des exemples fournis par près de 25 organismes des Nations Unies.

## **C. Élargir l'accès aux services d'experts de la parité entre les sexes sur le terrain**

59. En 2000, UNIFEM a élargi et renforcé son réseau opérationnel. Avec les directeurs de programmes régionaux qu'il a désignés au Nigéria et en Roumanie, le Fonds dispose désormais de 13 bureaux sous-régionaux. Il continue d'appuyer, conjointement avec le PNUD et les Volontaires des Nations Unies, des spécialistes de la condition de la femme dans 13 pays. UNIFEM fournit un appui aux conseillères dans le domaine de la parité, de la population et du développement dans le cadre des équipes d'appui par pays du FNUAP dans six pays. Les conseillères pour la parité d'UNIFEM détachées auprès du coordonnateur résident dans cinq pays contribuent, pour une très large part, à intégrer les questions de parité entre les sexes dans les bilans communs de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

## **D. Beijing+5**

60. Le bilan après cinq ans de l'impact de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes a fait l'objet, une semaine durant, d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale, intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » ou plus simplement, « Beijing+5 ».

61. UNIFEM a favorisé une participation largement représentative des organisations de femmes du monde entier à cette session. En Afrique, il a aidé les Gouvernements du Malawi, du Zimbabwe, de la Namibie, du Nigéria, du Ghana, du Libéria et de la Sierra Leone à établir des rapports et à réaliser des études sur le pays. Au Zimbabwe et au Ghana, il a contribué à financer des ONG pour la recherche et l'établissement de rapports et de sources d'information complémentaires.

62. En Europe centrale et orientale et dans la Communauté d'États indépendants, UNIFEM a prêté son

appui à des partenariats entre les gouvernements et les ONG et favorisé la participation des jeunes femmes au processus d'organisation. Les déclarations rédigées par les participantes de ces deux régions lors des ateliers préparatoires organisés par UNIFEM ont été incorporées dans le document final de la réunion préparatoire régionale de la Commission économique pour l'Europe (CEE) en janvier 2000.

63. UNIFEM a collaboré étroitement avec les gouvernements et les ONG de la région de l'Asie et du Pacifique. En Asie occidentale, il a aidé à organiser la réunion des ONG de la région visant à préparer la session extraordinaire (Amman, février 2000) et a mis en train un rapport complémentaire des ONG arabes de la région. Le Fonds a présidé un groupe thématique de l'ONU sur la parité entre les sexes en Chine et organisé, conjointement avec la Chinese Women's Research Society, un colloque sur la préparation de Beijing+5.

64. Au Chili, quelque 15 000 participantes ont assisté à 13 séminaires régionaux et nationaux auxquels UNIFEM a prêté son concours. Deux rapports faisant le point de l'application du Programme d'action au Chili ont été établis et publiés. Ces réunions ont jeté les bases du lancement d'un deuxième plan national pour l'égalité des chances au Chili.

65. UNIFEM s'emploie à ce que l'intérêt suscité mondialement par Beijing+5 aboutisse à des résultats concrets et durables pour les femmes. En Afrique, il a organisé des stages de formation par des ONG, au lendemain de la session extraordinaire, pour permettre aux femmes de coopérer avec les gouvernements pour mettre en place des mécanismes en vue d'une responsabilisation renforcée. Dans les Caraïbes, le Fonds exécute un projet échelonné sur trois ans, visant à établir des indicateurs sociaux et sur la parité aux fins du suivi du Programme d'action. En septembre 2000, il a organisé une réunion d'examen biennal en Asie du Sud qui a permis à des représentants de gouvernements et d'ONG de recenser conjointement les domaines d'action prioritaires pour le suivi du Programme d'action, à la suite de quoi les gouvernements des pays d'Asie du Sud ont décidé de se réunir chaque année au niveau sous-régional pour examiner la suite donnée au Programme d'action.

### III. UNIFEM et la diffusion de connaissances sur l'égalité entre les sexes et les droits fondamentaux des femmes

66. UNIFEM a recours à diverses stratégies novatrices pour mettre sa connaissance et son expérience de ces questions au service de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes partout dans le monde. Le lancement en 2000 du rapport *Progress of the World's Women* a montré concrètement comment le Fonds était à même de synthétiser ses connaissances et ses données d'analyse pour aider l'ensemble de ses partenaires clefs – gouvernements, organismes des Nations Unies et société civile – à améliorer leurs programmes. Pendant l'année écoulée, il a lancé de nombreuses initiatives visant à encourager l'apprentissage afin d'étayer l'élaboration des programmes futurs, à mettre en relation les connaissances théoriques et l'action concrète, ainsi qu'à généraliser la compréhension des questions de parité entre les sexes par la voie des médias.

#### A. *Progress of the World's Women 2000*

67. Le nouveau rapport biennal d'UNIFEM, *Progress of the World's Women 2000*, fait pendant à d'autres publications de l'ONU, comme le *Rapport sur le développement humain du PNUD*, le *Rapport sur la situation des enfants dans le monde* de l'UNICEF et le *Rapport sur l'état de la population mondiale du FNUAP*.

68. Le rapport d'UNIFEM a été présenté à l'Assemblée générale en juin 2000, à l'occasion de la session extraordinaire organisée cinq ans après Beijing. À partir d'un ensemble d'indicateurs statistiques, d'analyses et de témoignages personnels, *Progress of the World's Women 2000* décrit les progrès accomplis par de nombreux pays en faveur des femmes, tout en examinant les disparités sociales, économiques, politiques et technologiques qui subsistent entre les sexes. Il étudie les aspects économiques de la promotion de la femme dans le contexte de la mondialisation entre le milieu des années 80 et la fin des années 90.

69. Le rapport montre comment les consensus mondiaux qui se sont dégagés au cours des 10 dernières années ont abordé l'égalité entre les sexes par le biais de l'éducation et de mesures liées à des problèmes de santé publique, tels que la mortalité maternelle, mais ont souvent laissé de côté les droits économiques et

l'autonomisation des femmes. Il recommande vivement d'adopter un objectif concerté mondialement sur l'emploi rémunéré des femmes, visant par exemple à accroître la proportion de femmes occupant des postes d'administration ou d'encadrement à 30 % au moins d'ici à 2005 et à 50 % au moins d'ici à 2015.

70. Des manifestations et des réunions publiques régionales et nationales ont été organisées à l'occasion du lancement de cette publication en Suisse, au Mexique, au Pérou, au Chili, au Brésil, au Zimbabwe, en Inde, en Thaïlande et en Chine. Des éditions régionales et nationales ont été publiées en Asie du Sud et en Mongolie, ainsi que des adaptations locales pour l'Afrique du Sud et la Mongolie. Une ONG italienne a obtenu une aide pour faire traduire le rapport en italien. L'écho rencontré par ce rapport auprès des ONG partout dans le monde montre que les partenaires d'UNIFEM ont trouvé dans les nouvelles données un appui très utile aux activités de plaidoyer qu'elles mènent en faveur des femmes.

## **B. Favoriser l'acquisition de connaissances pour étayer l'élaboration des programmes futurs**

71. Au cours des deux dernières années, UNIFEM a poursuivi diverses initiatives pour tirer des enseignements des activités qu'il mène afin de mettre fin à la violence contre les femmes. Il a procédé à une évaluation de son groupe de travail électronique « Mettre fin à la violence » qui s'est réuni entre octobre 1998 et mars 2001, permettant à plus de 2 500 personnes qui défendent cette cause dans le monde entier de partager quotidiennement des stratégies visant à mettre fin à la violence sexiste. Des évaluations ont également été effectuées pour dégager des enseignements des campagnes régionales interinstitutions visant à mettre fin à la violence contre les femmes, qu'UNIFEM avait lancées en 1998 et 1999. Tout en collaborant avec des experts locaux et internationaux en ce qui concerne les évaluations, le Fonds a tenu des consultations avec de nombreux partenaires pour s'informer à propos de l'impact des stratégies, des supports et des messages utilisés lors de ses campagnes et obtenir des indications quant aux priorités à retenir pour la suite de ses activités. Les résultats de l'évaluation ont déjà contribué à élaborer de nouvelles initiatives d'UNIFEM à caractère médiatique ou sous forme de campagnes visant à mettre fin à la violence – y compris la campagne lancée dans la

région de l'Europe centrale et orientale et de la CEI à la fin de 2000 – ainsi que dans d'autres domaines d'action. Toujours dans une optique de court terme, les résultats d'évaluation sont utilisés pour concevoir des ateliers sur les stratégies de communication visant à renforcer la capacité des bénéficiaires du Fonds d'affectation spéciale pour soutenir les actions qui visent à faire disparaître la violence à l'égard des femmes de rendre compte de leurs activités de plaidoyer et d'en évaluer l'impact de façon plus efficace.

72. Enfin, la composante apprentissage du Fonds d'affectation spéciale a donné des résultats en 2000, avec la publication de l'ouvrage *With An End In Sight*, qui propose des études pratiques de sept projets financés par UNIFEM et met ainsi à la disposition de milliers de groupes et de personnes dans le monde des stratégies novatrices et les enseignements tirés d'initiatives visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes.

## **C. Intégration des perspectives sexospécifiques par le biais des médias**

73. UNIFEM s'emploie de plus en plus à rechercher des moyens de soutenir plus efficacement la production de matériaux audiovisuels pour accroître la sensibilisation du public, améliorer les connaissances et promouvoir des changements dans la pratique et la volonté politique. En Asie du Sud, le Fonds a prêté son soutien à un long métrage sur la traite des femmes intitulé *Chameli*, qui a remporté des prix récompensant la meilleure actrice, le meilleur réalisateur et le meilleur scénario au troisième festival cinématographique du Népal. Dans les Caraïbes, il a produit des séquences vidéo sur le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui ont rencontré un vif succès et été diffusées à la télévision dans 16 pays de la région, et financé des émissions radio de discussion sur ce sujet à Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'aux îles Turques et Caïques.

74. Dans la région andine, en Amérique centrale, en Asie du Sud-Est, et dans le monde entier, UNIFEM s'est appuyé sur des partenariats avec les médias pour accroître de façon exponentielle la portée de son action. Diffusés à des centaines de milliers d'auditeurs à l'échelle régionale, les programmes de radio coproduits par UNIFEM avec les réseaux de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires et le groupe de radiodiffusion féministe FIRE permettent aux hom-

mes et aux femmes d'acquérir une compréhension des législations nationales et des conventions internationales. En Afrique de l'Est, le Fonds a aidé le principal journal kenyan, *The Nation*, à produire un supplément sur les femmes dans la perspective de Beijing+5.

#### IV. Gestion financière

75. Le montant total des contributions a sensiblement augmenté en 2000. De 23 650 000 dollars en 1999, les recettes sont passées à 29 410 000 dollars en 2000, en hausse de 5,9 millions de dollars, soit plus de 20 % de plus que l'année précédente. Le montant total des dépenses pour l'exercice clos le 31 décembre 2000 a atteint 25 390 000 dollars, en hausse de 5,8 millions de dollars, soit 23 % de plus qu'en 1999.

76. Neuf pays donateurs ont augmenté leurs contributions et deux pays ont reconduit les leurs après une période de plusieurs années d'interruption. Le montant total des contributions provenant de pays donateurs s'est chiffré à 24 680 000 dollars en 2000. S'ajoutaient à cela près de 3 millions de dollars reçus d'autres donateurs, ce qui porte le total des contributions de donateurs à 27 670 000 dollars. Il est à noter que l'affermissement constant du dollar des États-Unis a considérablement affecté les recettes effectives provenant des donateurs qui libellent leurs dons dans leur monnaie nationale. C'est le cas en particulier pour les pays de l'Union européenne, dont la monnaie s'est dépréciée de près de 10 % par rapport au dollar au cours de 2000. Si les taux de change étaient demeurés plus stables, l'augmentation des contributions aurait été encore plus forte.

77. En 2000, UNIFEM a continué de conclure des modalités de cofinancement avec divers donateurs. Les contributions effectives se sont élevées à 3,4 millions de dollars et 4,2 millions de dollars au titre de la participation aux coûts et des fonds d'affectation ponctuelle, respectivement, ce qui représente un accroissement de 2,6 millions de dollars, soit 34 %, par rapport à 1999. Par ailleurs, les contributions à recevoir en 2001 et les années suivantes d'après les contrats déjà approuvés s'élèvent à 4,2 millions de dollars.

78. La stratégie suivie par UNIFEM pour accroître et diversifier ses ressources consiste à renforcer et à élargir les partenariats avec des donateurs bilatéraux; à mobiliser un soutien en faveur de l'égalité entre les sexes par la mise en place de nouveaux partenariats

avec les organismes multilatéraux, et à lever des fonds par le biais de stratégies de promotion de la femme bien conçues; à étudier les possibilités qui s'offrent de mettre en place des partenariats avec des entités socialement responsables du secteur privé; et à lancer de nouvelles stratégies en matière de collecte de fonds.

79. Oeuvrant dans un contexte interorganisations à l'élaboration de mécanismes souvent novateurs, les bureaux locaux d'UNIFEM s'emploient également à renforcer leur capacité de mobiliser des fonds auprès de leurs partenaires du système des Nations Unies. C'est ainsi notamment que le bureau de New Delhi a obtenu un montant de 100 000 dollars de l'UNICEF et de 150 000 dollars du FNUAP pour poursuivre son projet sur la prise en compte des sexospécificités dans le recensement effectué en Asie du Sud. Le bureau d'UNIFEM à Quito a obtenu un montant de 300 000 dollars auprès du Fonds japonais pour la femme dans le développement du PNUD pour un projet consacré à l'accès aux responsabilités et à la citoyenneté des femmes.

80. La diversification de la base de ressources d'UNIFEM demeure une priorité essentielle et qui ne va pas sans poser de difficultés. Le Fonds met en place une stratégie à trois volets, en tenant compte du contexte plus général de recherche de partenariats entre l'ONU et le secteur privé, ainsi que du débat concernant l'appui du secteur privé aux activités de l'ONU. Conscient qu'une telle diversification exige de créer durablement des partenariats nouveaux portant sur des activités novatrices, il s'emploie à mettre sur pied des partenariats qui accentuent sa visibilité et la sensibilisation du public ainsi qu'à réformer ses comités nationaux. Un exemple notable est celui du partenariat organisé avec le secteur privé pour financer une exposition d'UNIFEM consacrée à des femmes artistes du monde entier lors de la session extraordinaire.